

Motion proposée par le Parti de Gauche (Fr), Alliance Rouge-Verte (Dk), Syriza (Gr), Bloco (Port), Die Linke (All) sur les questions écologiques

Votée au Congrès du PGE à Madrid le 15 décembre 2013 avec 48% de votes pour et 43% contre.

L'Europe s'enfonce dans une crise terrible, en particulier pour les pays d'Europe du Sud, qui ont vu leur taux de chômage et de pauvreté exploser, dans des proportions qui nous rappellent les pires moments du 20^e siècle. La Commission européenne, les gouvernements néo-libéraux et sociaux-démocrates au pouvoir dans toute l'Union Européenne estiment que la seule façon de sortir de cette crise est pour nous de revenir à un modèle de croissance économique basé sur les politiques de l'offre. **Nous sommes en désaccord avec cette vision productiviste : produire pour produire, sans aucun respect ni des besoins sociaux, ni des conséquences environnementales.**

Les dirigeants européens et les technocrates de Bruxelles servant les intérêts financiers sont obsédés par une seule chose : remettre le système capitaliste et sa recherche de croissance sur les rails à tout prix. Toutefois, cette politique est précisément ce qui affaiblit l'ensemble de la planète et menace notre biosphère : toujours plus de ressources naturelles exploitées pour produire toujours plus de biens de consommation qui ne correspondent plus à des besoins humains réels. Les modèles industriels et agricoles alternatifs non prédateurs pour l'environnement ne sont même pas étudiés.

Ce manque de considération à la fois pour la biosphère et les conditions de vie humaines s'incarne dans les solutions capitalistes à la crise, qui favorisent la «croissance verte» et le retour à l'extractivisme des formes conventionnelles et non conventionnelles de combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel, forages en eau profonde, gaz de schiste...) ainsi que les grands projets multinationaux nuisibles dans le domaine des énergies renouvelables, éolien, solaire et biomasse, qui dégradent les paysages, les terres agricoles et les forêts. Tout aussi préoccupante est la nucléarisation du continent, comme en Turquie où de nouvelles centrales sont construites dans une zone sismique très sensible. **Aurons-nous bientôt un Fukushima européen ?**

La gauche européenne sait que l'émancipation humaine ne peut être atteinte par le biais d'une croissance économique sans fin. Le PIB est loin d'être un indicateur de bien-être. Quoi qu'il en soit, les limites de nos écosystèmes ne pourront pas lui permettre de croître pour toujours. La hausse du niveau de la mer en Europe du Nord, la sécheresse et les incendies autour de la mer Méditerranée, le changement climatique et les inondations en Europe centrale et orientale sont la preuve que notre continent est menacé par les contradictions du système. Cela oblige à reconsidérer notre système de production et d'échange, et de manière générale l'ensemble de notre organisation sociale et politique.

Nos pensées et nos actions politiques doivent être radicales : elles doivent aller à la racine du problème. Nous pensons donc que nous devons combattre les forces motrices du système : le consumérisme visant à l'accumulation de biens matériels qui accroît les inégalités sociales, tout le système axé sur la croissance qui épuise les ressources de notre biosphère, la mondialisation de l'économie basée sur le dumping social et environnemental. Nous voulons pointer les vrais coupables : l'oligarchie financière, et les idéologues qui plaident pour la concurrence et le commerce "libre et non faussés".

L'écossocialisme, c'est à dire la transformation sociale et écologique, est à la jonction de l'écologie anti-capitaliste et des mouvements de gauche antiproductivistes ; c'est un projet qui fait émerger la possibilité

d'une société alternative d'espoir. Ce n'est pas une utopie à laquelle la réalité doit se conformer, mais une réponse humaine rationnelle à la double impasse du social-libéralisme et du capitalisme.

Notre écologie est sociale, liée aux batailles historiques de la Gauche. Elle est incompatible avec le libéralisme économique qui, sous couvert de développement durable, perpétue la recherche du profit maximum, les dynamiques impérialistes et les logiques de court terme. Il réfute l'impasse sociale-démocrate qui exige la croissance économique comme condition préalable à la redistribution. Il y a de la richesse, nul besoin d'attendre avant de pouvoir la redistribuer ! Et ce modèle d'expansion infinie mène au suicide de la civilisation humaine. Par conséquent, nous n'attendons ni la croissance à tout prix, ni les dit «bénéfices» de l'austérité, nous ne croyons ni à l'une, ni aux autres

A l'inverse, notre projet implique une économie au service des besoins sociaux : une économie qui se libère de l'orthodoxie économique libérale. Elle implique la désobéissance aux directives du libre-marché en Europe et inclut la refonte du système de production visant aux «4 R»: relocalisation, ré-industrialisation, reconversion industrielle et redistribution du travail. Pour surmonter les limites de l'indice du PIB comme instrument de mesure de «bien-être», il introduit une «règle verte» comme facteur systématique de l'empreinte environnementale. L'écosocialisme est une lutte internationale et universelle qui reconnaît la dette écologique et sociale causée par l'industrialisation rapide et ses effets sur le climat, le pillage des ressources naturelles, l'accaparement des terres, et les règles de responsabilité imposées par la Troïka.

Nous défendons les communs, c'est à dire l'activité des peuples en relation avec les biens communs, les ressources matérielles et immatérielles, pour produire de la coopération et redéfinir la «richesse» et les tâches «productives» de façon plus autonome du capital et de son contrôle.

Nous devons parvenir à un « *compromis nouveau et original entre les classes de travail et les préoccupations pour la planète* ». Les salariés qui se battent pour leurs droits portent des projets alternatifs avec un grand potentiel, faisant référence aux principes de la planification écologique : souci de la logique à long terme, contrôle par les travailleurs et les usagers, et propriété publique.

L'écosocialisme, la transformation sociale et écologique, est une nouvelle synthèse pour relever le double défi des crises sociale et environnementale - qui ont les mêmes racines. Il est le moyen de permettre un changement de modèle économique et de sortir de l'impasse du système actuel par le haut. Il implique le recours aux radicalités concrètes et à des mesures que nous appelons planification écologique, basée sur la redistribution des richesses existantes et un système de production radicalement différent qui tienne compte des limites environnementales, qui s'appuie sur le rejet de toutes les formes de domination et d'oppression, ainsi que sur la souveraineté populaire au sein d'États démocratiques, républicains et laïcs.